



Vous retrouvez cette page: <http://www.unia.ch/index.php?id=9>

Communiqués

Unia refuse le pillage des rentes et exige un moratoire sur l'assainissement des caisses de pension

27.02.2009

Aperçu

Unia s'oppose à la baisse de rentes décidée par le Parlement et a bien avancé dans la récolte des signatures de son référendum. La prévoyance professionnelle est une assurance sociale qui doit garantir une existence digne aux rentiers et ne doit pas être la poule aux œufs d'or des compagnies d'assurance. Unia exige aussi un moratoire sur les mesures d'assainissement pour les caisses de pension. Et si la situation ne devait pas s'améliorer, l'Etat devrait reprendre les actifs toxiques des caisses de pension. Les placements dans des Hedge Fonds et avec des instruments alternatifs doivent en outre être interdits pour les caisses de pension.



Le Parlement a décidé, sous la pression du lobby des assureurs, de baisser les rentes du 2e pilier. «La prévoyance professionnelle est une assurance sociale et doit permettre à chaque retraité de vivre dignement de ses rentes. Une baisse de 10% par rapport à aujourd'hui n'est tout simplement pas acceptable», a expliqué Rita Schiavi, membre du Comité directeur, à la conférence de presse d'aujourd'hui. Les assureurs considèrent la prévoyance professionnelle comme une poule aux œufs d'or. En 2007, ils ont encaissé près de 20 milliards de francs de cotisations des travailleurs et des employeurs. Sur ce montant, ils ont empoché 2 milliards sous forme de bénéfices et de frais administratifs exorbitants. Ces mêmes assureurs promettent des retours sur capital de 15% et

plus à leurs actionnaires, mais ne sont pas capables de garantir aux assurés un taux d'intérêt minimal de 4%. «Et pour continuer à faire de gros profits, les assureurs veulent réduire le taux de conversion, a poursuivi Rita Schiavi, ce qui a poussé Unia à lancer un référendum contre ce vol autorisé.» Le référendum rencontre d'ailleurs un large soutien, puisqu'à moins de la moitié du temps imparti, plus de 35 000 signatures ont déjà été récoltées par Unia.

Le spécialiste de la prévoyance professionnelle, Jacques Grivel, a expliqué que la réduction du taux de conversion se basait sur des projections de performances trop basses. «Si l'on considère les performances des 24 dernières années, en retranchant 1,5% de frais annuels pour financer les réserves de longévité et rémunérer les gestionnaires, les caisses de pension ont réalisé une performance médiane supérieure à 4,5% - 2008, année de crise, y compris. Si le taux de conversion était abaissé à 6,4%, cela reviendrait à projeter une performance moyenne de 2,8% (hors frais de 1,5%). Ce n'est pas réaliste au regard des 24 dernières années», a montré Jacques Grivel, CEO de Fundo SA, spécialisé dans le conseil aux caisses de pension. «Même si on se basait sur des projections à long terme pessimistes de rendements à 3,6%, les rentes actuelles pourraient être garanties avec le taux de conversion déjà adopté de 6,8%», a-t-il conclu.

Le secrétaire régional d'Unia, Aldo Ferrari, a pour sa part exigé un moratoire sur l'assainissement des caisses de pension jusqu'à 2011. En 2012, il faudrait réévaluer la situation. Au cas où la bourse ne se serait pas relevée, il faudrait offrir aux caisses de pension la même opportunité qu'à l'UBS. «Il est totalement contradictoire et injuste, que la confédération et la Banque nationale aient repris 60 milliards d'actifs «toxiques» de l'UBS alors qu'aujourd'hui les caisses de pension, qui sont en possession de titres similaires, se voient contraintes à un assainissement sur le dos des assurés», s'est indigné Aldo Ferrari. Le secrétaire régional a également critiqué la nouvelle ordonnance sur les placements (OPP2) entrée en vigueur au 1er janvier de cette année. «Comment expliquer que le Conseil fédéral, après les milliards de pertes accusées par les Hedge funds et autres produits alternatifs, ait cédé à la pression de l'industrie financière en autorisant les caisses de pension à investir dans ces instruments hautement spéculatifs. Cela permettrait aujourd'hui d'investir jusqu'à 80 milliards de francs dans ces produits toxiques» Aldo Ferrari a exigé que la spéculation avec des Hedge funds ou autres produits alternatifs soient interdite aux caisses de pension.

- [Le dossier de presse de la conférence de presse](#)
- [Le dossier Non à la baisse des rentes!](#)

Pour des renseignements:

[Rita Schiavi](#), membre du comité directeur Unia

[Nico Lutz](#), porte-parole syndicat Un

Auteur : Communication Unia

[Aperçu](#)
